

## LES CHERCHEURES VEILLENT AUX GAINS



Marie-Andrée Bertrand et Micheline de Sève au Congrès de l'ICREF à Moncton

la maternité, les nouvelles techniques de reproduction... En dix ans, la sphère privée des femmes est devenue politique. Et elle le reste!

«Nous avons réussi à créer un institut "sans murs" à travers le Canada, à briser l'isolement des chercheuses féministes. L'histoire d'un sexe, les femmes, ne sera plus jamais invisible»,

souligne Linda Christiansen-Ruffman, de l'Université St-Mary (Nouvelle-Écosse), présidente de l'ICREF pour l'année 1986-87. Au début des années 70, la recherche féministe canadienne n'en était qu'à une période préparatoire, mais très créative, influencée par le féminisme américain. Les féministes universitaires commençaient à mettre sur pied des *Women Studies* et des associations de femmes chercheuses.

«De 1975 à 1986, nous avons continué, en "filles étudiantes" comme dirait Nicole Brossard, en multipliant les publications et les résultats. Cette période, plus collective, nous a permis de créer une sorte de famille de féministes et les recherches, visant toujours l'amélioration de la condition des femmes, tendent aujourd'hui à se concentrer sur des problèmes plus spécifiques», explique Marguerite Andersen, professeure à Guelph (Ontario) et l'une des fondatrices de l'ICREF. C'est pendant cette période que l'institut a établi une banque de chercheuses féministes, mis en place un index des périodiques féministes canadiens et commencé à publier un journal, *Resources for Feminist Research/Documentation sur la recherche féministe (RFR/DRF)*.

Où en est-on aujourd'hui? Ce colloque aura montré à quel point le réseau des

À l'occasion du dixième anniversaire de l'ICREF, 200 chercheuses ont fait le point sur la recherche féministe au Canada et ses perspectives d'avenir. Un bilan prometteur en temps de black-out idéologique.

«

Le féminisme n'est pas de tout repos: de nouvelles prises de conscience sont toujours nécessaires, de nouvelles connaissances doivent être acquises, des théories formulées, des actions entreprises.» Et pourtant, plus de sept mille livres, articles, thèses ont été écrits par et sur les Canadiennes de 1972 à 1984. Nouveauté dans la recherche féministe: les femmes universitaires se penchent sur des domaines jusqu'ici peu exploités, comme les mathématiques, la loi, l'environnement

sexué etc., et elles ne refusent plus le pouvoir. Au contraire, elles en veulent plus, pour rendre leur travail plus visible et plus efficace.

En novembre 86, l'ICREF (Institut canadien de recherches sur les femmes) fêtait à Moncton (Nouveau-Brunswick) son dixième anniversaire et se donnait trois jours pour faire le bilan de la recherche féministe au Canada et dégager des perspectives d'avenir. Projet ambitieux, à l'image des deux cents féministes venues de tous les coins du pays, mais stimulant. On a passé au crible tous les aspects de la condition des femmes canadiennes, de la santé à l'éducation en passant par le travail, la violence, la santé mentale, le développement économique,



chercheuses féministes est utile et efficace. Même si elles ne défendent pas la même idéologie (féminisme égalitaire, radical, lesbianisme), ces chercheuses continuent, inlassablement, à s'attaquer à la discrimination, mais en plus, elles veulent le faire autrement que leurs collègues hommes. Les résistances des universitaires face à des façons différentes de penser et de fonctionner subsistent: «On a tendance à vouloir ignorer le féminisme, à espérer que cela passera», confie Marguerite Andersen.

Outre les obstacles à la recherche féministe, les femmes universitaires doivent aussi faire face à la vague conservatrice qui sévit actuellement avec comme point de mire les *Real Women*. Vigilance, donc, et incitation par rapport aux jeunes, de plus en plus nombreuses à croire que «les 20 dernières années ont résolu tous les problèmes pour les femmes»: voilà, semble-t-il, les mots d'ordre des chercheuses féministes pour les prochaines années.

Car la relève ne va pas de soi. Les réalités, les besoins, les aspirations des jeunes n'ont guère été entendus pendant ce colloque, et c'est là un de ses points faibles. Pourtant, les jeunes participent aussi aux changements dans notre société; mais il existe actuellement une grande confusion dans l'évaluation de la situation des femmes. Certain-e-s disent que la situation a évolué, d'autres qu'elle régresse. Shirley Roy, sociologue à l'UQAM, propose que les féministes essaient «de mesurer et d'évaluer les progrès, les reculs et les lieux de stagnation dans la lutte des femmes, même si cela ne va pas de soi».

La recherche féministe canadienne a longtemps été une recherche-action, qui articulait un discours revendicatif et progressiste par rapport à la situation des femmes, ce qui l'a menée à utiliser des formules en négligeant parfois les subtilités et les nuances qui s'imposaient. Sur le plan méthodologique, les féministes tentent de poser les jalons de leurs propres méthodes d'analyse reflétant le mieux possible l'approche féministe de recherche. «Il faut apprendre à décrocher du modèle de la femme que nous avons idéalisée pour recomposer un autre modèle.»

Les universitaires canadiennes continuent d'explorer la littérature, sortent de l'oubli l'histoire et l'apport des femmes, travaillent le sexisme du langage, montrent la réalité des femmes immigrantes, minoritaires, amérindiennes... D'autres s'interrogent sur le rapport des femmes au temps libre, questionnent l'idéologie du risque véhiculée par la médecine, qui tend par exemple à créer une obsession de la normalité chez les femmes en début de grossesse, refusent les nouvelles technologies de la reproduction, étudient

l'impact des groupes de défense de la famille, essaient de décoder les effets du langage et des images pornographiques.

Mais ce qui nous semble nouveau dans ce colloque, c'est que les universitaires canadiennes travaillent maintenant sur les sphères publiques de notre société, pour les rendre politiques et proposer des alternatives collectives. On ne rejette plus systématiquement les modèles des hommes, mais on réaffirme notre différence et notre présence dans l'arène publique: «Le pouvoir n'est pas aimable, mais il est essentiel. Nous avons raison de vouloir favoriser le pouvoir "de" et non le pouvoir "sur", mais nous devons aussi intervenir au sein du pouvoir en place», note Micheline de Sève, politologue à l'UQAM. Même chose pour les lois et le système judiciaire où, comme le précise Marie-Andrée Bertrand, juriste à l'Université de Montréal, «nous réclamons des lois équitables, non discriminatoires,

non paternalistes, mais en même temps, nous voulons faire reconnaître que la condition économique des femmes exige une application différentielle des sanctions».

Que ce soit dans notre rapport au pouvoir, aux lois, à la politique (possibilité éventuelle d'un parti féministe), à la militarisation, au danger nucléaire, aux villes etc., un nouveau débat est engagé. La recherche féministe canadienne s'aventure dans des domaines encore réservés aux hommes, ouvre des portes vers un féminisme peut-être différent, moins ghettoïse, plus théorique mais qui garde son orientation vers l'action et les réflexions sur l'expérience de vie des femmes. Un avenir prometteur en ces temps de récession et de black-out idéologique. ◇

**Myriame El Yamani**, journaliste à Moncton, collabore régulièrement à LVR.

## LES FEMMES ONT-ELLE LA BOSSE DES MATHS?

**L**ors du colloque de l'ICREF, l'atelier *Femmes et mathématiques* a montré à quel point les mathématiques sont un des domaines d'où les femmes ont été le plus souvent exclues, voire oubliées. Si les travaux d'Hypathie (fin du V<sup>e</sup> siècle) ont disparu dans l'incendie de la Bibliothèque d'Alexandrie, les contributions d'autres mathématiciennes n'ont pas été plus connues ou reconnues au cours des siècles. La situation n'est guère plus reluisante de nos jours. Joan Scott, professeure à Terre-Neuve, a expliqué comment les chercheuses sont pratiquement exclues de l'organisation du travail scientifique, présumée non sexiste, alors que la moitié des travaux dans le domaine des sciences est pro-

duite, au Canada, par des femmes. Roberta Mura, de l'Université Laval, voudrait savoir pourquoi le stéréotype selon lequel les adolescentes n'aiment pas les maths continue de perdurer. «Pourtant, affirme-t-elle, la théorie du filtre à l'égard des maths est faible, on s'attache plus à justifier la présence moindre des femmes dans ce domaine qu'à comprendre leur absence, on n'établit pas de recherche sur les différences de performance entre les filles et les garçons.» Seulement 8% des filles (contre 57% des garçons) ont suivi des cours de mathématiques avant d'entrer à l'université. Certaines féministes remettent en cause les tests d'aptitude, voire le comportement trop protecteur des professeur-e-s, réflexion contestée, semble-t-il, par

les mathématiciennes elles-mêmes. On est encore loin de voir la différence entre filles et garçons se gommer, mais peut-être vaudrait-il la peine de se demander comment et pourquoi certaines femmes enseignent les mathématiques à l'université, malgré les multiples obstacles. — M.E.Y.



Trois «mathuses» en congrès: Joan Scott, Roberta Mura et Louise Lafortune